



RCS : NICE

Code greffe : 0605

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NICE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 01258

Numéro SIREN : 532 792 017

Nom ou dénomination : A.O.C. FILMS

Ce dépôt a été enregistré le 18/10/2013 sous le numéro de dépôt 11149

S.A.S. « A. O. C. Films »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 431.000 €
RCS DE Nice sous le N° 532792017
Siège social : 16, Avenue Edouard Grinda, 06000 NICE
Studio RIVIERA – Anciennement Studios LA VICTORINE

mg(2)

* * *

LES SOUSSIGNÉS :

- **Monsieur Jean-Paul SOLER**, né le 9 juin 1945 à ALGER (ALGERIE), de nationalité française, demeurant 17, rue Gounod à NICE (06)
- **Monsieur Edgard, Félix RECCO**, né le 31 décembre 1954 à AGADIR (MAROC), de nationalité française, demeurant 178, Avenue de la Californie à NICE (06)
- **Monsieur Faramarz KHALAJ AMIR HOSSEINI**, né le 29 août 1959 à TEHERAN, de nationalité iranienne, demeurant chez CAP Californie Bt A, 212 Avenue de la Californie, à NICE (06200)
- **Monsieur Jean-Claude LAHINER**, né le 6 mai 1945 à BLIDA (ALGERIE), de nationalité française, demeurant Villa Espadon, 9 Avenue Alexandra à CANNES (06400)
- **Monsieur Rémy CHASTANG**, né le 13 décembre 1945 à ALGER (ALGERIE), de nationalité française, demeurant 6, Rue Notre Dame à ORANGE (84100)
- **Monsieur Jean, Joseph, Alfred GASSIER**, né le 21 novembre 1929 à ALGER (ALGERIE), de nationalité française, demeurant Domaine de la Yole à VALRAS (34)
- **Société de droit suisse EUROFIT S.A.** au capital social de 300.000 CHF, dont le siège social est sis Chemin des Kybourg, 1, 1707 FRIBOURG (SUISSE), représentant par son gérant agissant en qualité Mr Marc BOSSARD
- **Monsieur Robert SAUVE**, né le 11 février 1931 à DIJON (21), de nationalité française, demeurant 5 rue Neuve Saint-Germain à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
- **Monsieur BOURGEOIS Jean-Christophe**, né le 25 janvier 1961 à CANNES (06), de nationalité française, demeurant 519 Chemin de Jyllove à MOUGINS (06)
- **Madame Magali GERBE**, née le 23 juillet 1964 à AIX EN PROVENCE (13), demeurant 519 Chemin de Jyllove à MOUGINS (06)
- **Madame Julia LEFRANCOISFRANCOIS**, née le 5 août 1981 à EMBRUN (05), demeurant 49 Avenue des Maurettes 06270 VILLENEUVE LOUBET
- **Madame Madeleine GIRAUD née ROUX** le 18 juin 1931 à MARSEILLE (13), demeurant « Le Prador », 129 rue du Commandant Rolland à MARSEILLE (13008)
- **Madame Renée BENOIT née LEROUX** le 3 juillet 1942 à PARIS (75), demeurant « Thalassa Bât D », 120, rue du Commandant Rolland à MARSEILLE (13008)

ONT PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE :

Les actionnaires ont décidé de procéder à la préparation, à la production, à la réalisation, à la distribution et à la diffusion d'un premier film dont le titre est « *POUR LA PAROLE DONNEE* » sur la base d'un scénario rédigé par Mr Jean-Paul SOLER, adaptation d'un roman de Mr Michel ALIBERT (*Sacré Mozart*), ainsi que de tout autre film.

Ceci exposé, le soussignés ont établi les statuts de la société par actions simplifiée qu'il convient d'instituer.

TITRE I FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE SIÈGE SOCIAL-DURÉE
--

Article 1- FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions des articles 227-1 et suivants, et 244-1 et suivants du code de commerce et leurs textes d'application ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans tous les pays, USA et CANADA compris :

- La préparation, la production, la coproduction, la réalisation, la distribution, la diffusion de films cinématographiques de courts et longs métrages.
- La préparation, la production, la coproduction, la réalisation de films de télévision, documentaires, films d'art, clips vidéo et multimédia sur tous supports actuels et à venir.
- Toutes opérations mobilières, immobilières et financières ou commerciales se rattachant directement ou indirectement aux objets précités et à tous objets similaires connexes ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Elle peut agir directement ou indirectement, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : **« A. O. C. Films »**

La société a pour enseigne et noms commerciaux : **A. O. C. Films**

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à NICE, « Studios RIVIERA » anciennement « Studios LA VICTORINE », sis 16 Avenue Edouard Grinda, NICE (06200)

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président et en tout autre lieu par décision collective ordinaire des actionnaires.

Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Cette durée peut, par décision de l'assemblée générale extraordinaire, être prorogée une ou plusieurs fois sans que cette prorogation puisse excéder 99 ans.

La décision de prorogation de la durée de la société est prise par décision collective des actionnaires sur convocation du président ou du directeur général un an au moins avant la date d'expiration de la société.

A défaut, tout actionnaire peut demander au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice afin de provoquer l'assemblée et la décision ci-dessus prévues.

TITRE II CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6 - APPORTS

Les soussignés ont fait les apports suivants :

I) Les apports en numéraire :

Monsieur Jean-Paul SOLER :	5.000 €
Monsieur Faramarz KHALAJ AMIR HOSSEINI :	4.000 €
Monsieur Edgard, Félix RECCO :	1.000 €
Monsieur Jean-Claude LAHINER :	100.000 €
Monsieur Rémy CHASTANG :	10.000 €
Monsieur Jean Joseph GASSIER	50.000 €
La société EUROFIT SA.....	100.000 €
Monsieur Robert SAUVE.....	5.000 €
Monsieur Jean-Christophe BOURGEOIS.....	6.500 €
Madame Magali GERBE.....	6.500 €
Madame Julia LEFRANCOIS-FRANCOIS.....	10.000 €
Madame Madeleine GIRAUD née ROUX	29.000 €
Madame Renée BENOIT née LEROUX.....	54.000 €

Soit au total, une somme de : 381.000 €

II) Apports en nature :

Il est apporté par Mr SOLER Jean-Paul à la société le scénario du film « POUR LA PAROLE DONNEE » évalué par Mr LUCCHESI, commissaire aux apports, à la somme de 50000 €, selon rapport joint aux présentes.

III) Récapitulation des apports :

L'ensemble des apports effectués à la société après augmentation de capital suivant Assemblée Générale Extraordinaire en date du 13 septembre 2013 s'élève à la somme de 431.000 € représentant

1. Les apports en numéraire pour un montant total
de..... 381.000 €
2. Les apports en nature évalués pour une valeur de..... 50.000 €

Total égal au montant du capital social..... 431.000 €

correspondant à 4310 actions de 100 €, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la Banque Populaire des Alpes-Maritimes, agence de Nice Promenade, sise à Nice (06200), 417 Promenade des Anglais ainsi que le rapport de Mr LUCCHESI commissaire aux apports.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social après augmentation du capital suivant Assemblée Générale Extraordinaire en date du 13 septembre 2013 est fixé à 431.000 €, divisé en 4310 actions de 100 € chacune, intégralement libérées et réparties de la manière suivante :

Monsieur Jean-Paul SOLER : 550 actions numérotées de 1 à 550 inclus.

Monsieur Famarz KHALAJ AMIR HOSSEINI : 40 actions numérotées de 551 à 590 inclus.

Monsieur Edgard, Félix RECCO : 10 actions numérotées de 591 à 600 inclus.

Monsieur Jean-Claude LAHINER : 1000 actions numérotées de 601 à 1600 inclus.

Monsieur Rémy CHASTANG : 100 actions numérotées de 1601 à 1700 inclus.

Monsieur Jean Joseph GASSIER : 500 actions numérotées de 1701 à 2200 inclus.

La société EUFROFIT SA : 1000 actions numérotées de 2201 à 3200 inclus

Monsieur Robert SAUVE 50 actions numérotées de 3201 à 3250 inclus

Monsieur Jean-Christophe BOURGEOIS 65 actions numérotées de 3251 à 3315 inclus

Madame Magali GERBE 65 actions numérotées de 3316 à 3380 inclus

Madame Julia LEFRANCVOIS FRANCOIS 100 actions numérotées de 3381 à 3480 inclus

Madame Madeleine GIRAUD née ROUX 290 actions numérotées de 3481 à 3770 inclus

Madame Renée BENOIT née LEROUX 540 actions numérotées de 3771 à 4310 inclus

Article 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par décision collective du ou des actionnaires prise dans les conditions de l'article 23 figurant ci-après.

Le ou les actionnaires peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, le ou les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Il est expressément prévu par les présentes qu'en cas d'augmentation du capital social par émission d'actions, les droits attachés à ce type d'action et cela conformément aux dispositions de l'article 17 des présents statuts sont analogues à ceux relatifs aux actions souscrites lors de la constitution à l'exception du droit de participer à toutes les décisions collectives sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats.

Cette restriction relative à la participation aux décisions collectives affectant les actions émises en cas d'augmentation de capital disparaît au bout de trois ans à compter de l'émission de la dite action.

Article 9 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

A la demande d'un actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Article 10 - MODALITES DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dénommé "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les 45 jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Les dispositions des articles 11 à 17 ne sont pas applicables lorsque la société ne comporte qu'un actionnaire.

Article 11 - CESSIION DES ACTIONS - DROIT DE PREEMPTION

1. Toutes les cessions d'actions, même entre actionnaires, sont soumises au respect du droit de préemption conféré aux actionnaires dans les conditions définies au présent article.

2. L'actionnaire cédant notifie au Président de la société et à chacun des actionnaires, par lettre recommandée avec accusé de réception, son projet de cession en indiquant :

- Le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix de cession ;

- L'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique, et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital. La date de réception de cette notification fait courir un délai de un mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés sur les actions dont la cession est projetée, l'actionnaire cédant pourra réaliser librement ladite cession, sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts. Ce délai pourra être abrégé en cas de courrier de chacun des actionnaires consentant à la cession.

3. Chaque actionnaire bénéficie d'un droit de préemption exercé par notification au Président dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la notification du projet de cession visée au 2 ci-dessus. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception indiquant le nombre d'actions que l'actionnaire souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de 15 jours visé au 3 ci-dessus et avant celle du délai de 1 mois visé au 2 ci-dessus, le Président notifie à l'actionnaire cédant par lettre recommandée avec accusé de réception, les résultats de la procédure de préemption.

Lorsque les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, lesdites actions sont réparties par le Président entre les actionnaires qui ont notifié leur demande de préemption au prorata de leur participation au capital de la société et dans la limite de leurs demandes.

Lorsque les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est projetée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'actionnaire cédant est libre de réaliser l'opération au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification et aux conditions ainsi notifiées et sous réserve de la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession doit intervenir dans le délai de 30 jours contre paiement du prix mentionné dans la notification de l'actionnaire cédant.

Article 12 - AGREMENT

1. Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des actionnaires présents ou représentés.

2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par remise en main propre moyennant émargement. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité de dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3. La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise en main propre moyennant émargement.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 30 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de 1 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 13 - NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des articles 11 et 12 ci-dessus sont nulles.

Article 14 - MODIFICATION DANS LE CONTROLE D'UNE SOCIETE ACTIONNAIRE,

1. En cas de modification du contrôle d'une société actionnaire, celle-ci doit en informer le président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 30 jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle et l'identité du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

Si cette notification n'est pas effectuée, la société actionnaire pourra faire l'objet d'une mesure d'exclusion dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts.

2. Dans les 30 jours de la réception de la notification visée au 1 ci-dessus, la société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de cet actionnaire. Si cette procédure n'est pas engagée dans le délai susvisé, elle est réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'actionnaire qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

Article 15 - EXCLUSION

Est exclu de plein droit tout actionnaire faisant l'objet d'une procédure de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire.

Par ailleurs, l'exclusion d'un actionnaire peut être prononcée dans les cas suivants :

- Changement de contrôle d'une société actionnaire ;
- Violation des statuts ;
- Faits ou actes de nature à porter atteinte aux intérêts ou à l'image de marque de la société ;
- Exercice d'une activité concurrente de celle de la société;
- Révocation d'un actionnaire de ses fonctions de mandataire social.

L'exclusion d'un actionnaire est décidée par l'Assemblée Générale des actionnaires statuant à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. L'actionnaire dont l'exclusion est soumise à l'assemblée ne prend pas part au vote, et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités préalables suivantes :

- Information de l'actionnaire concerné par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours avant la date à laquelle doit se prononcer l'Assemblée Générale, cette lettre doit contenir les motifs de l'exclusion envisagée et être accompagnée de toutes pièces justificatives utiles ;
- Information identique de tous les autres actionnaires ;
- Lors de l'assemblée générale, l'actionnaire dont l'exclusion est demandée peut être assisté de son Conseil et requérir, à ses frais, la présence d'un huissier de justice.

L'actionnaire exclu doit céder la totalité de ses actions dans un délai de 30 jours à compter de l'exclusion aux autres actionnaires au prorata de leur participation au capital.

Le prix des actions est fixé d'accord commun entre les parties ; à défaut, ce prix sera fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-3 du Code civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la société.

Le prix des actions de l'actionnaire exclu doit être payé à celui-ci dans les 30 jours de la décision de fixation du prix.

Article 16 - GARANTIE D'ACTIF ET DE PASSIF

Pour toute cession intervenant entre actionnaires ou au profit de la société dans le cadre des présents statuts, il sera conclu entre les parties une garantie d'actif et de passif sur les actions cédées. Cette garantie sera négociée de bonne foi suivant les usages en la matière. En cas de difficulté, cette convention est établie à frais communs par un avocat désigné par les parties.

Cette garantie sera arrêtée sur la base d'une situation comptable de la société à la date de cession des actions. Cette situation sera établie par la société et certifiée par son commissaire aux comptes.

Sauf accord contraire des parties, la garantie d'actif et de passif sera proportionnelle en pourcentage à la quote-part du capital cédé. Son délai de mise en jeu sera celui de la prescription en matière fiscale.

En outre, des garanties réelles ou personnelles pourront être demandées au cédant.

En tout état de cause, le cédant ne pourra pas refuser d'accorder les mêmes que celles qui lui auront été convenues dans son projet de cession au profit d'un tiers.

Article 17- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Le ou les actionnaire(s) ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action qu'il s'agisse d'une action souscrite à la constitution de la société ou d'une action émise en cas d'augmentation de capital suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions du ou des actionnaire(s).

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaire(s) d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

En outre et conformément aux dispositions de l'article 8 des présents statuts, il est expressément prévu par les présentes et de manière dérogatoire qu'en cas d'augmentation du capital social par émission d'actions, les droits attachés à ce type d'action sont analogues à ceux relatifs aux actions souscrites lors de la constitution à l'exception du droit de participer à toutes les décisions collectives sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats.

Cette restriction relative à la participation aux décisions collectives affectant les actions émises en cas d'augmentation de capital disparaît au bout de trois ans à compter de l'émission de la dite action.

Les droits et obligations attachés à ce type d'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

TITRE III ADMINISTRATION – DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Article 18 - LE PRESIDENT

La société est représentée à l'égard des tiers par un Président, personne physique ou morale.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de Président est de 3 ans.

Le premier Président est **Monsieur Jean-Paul SOLER**.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à 2 mois, il est pourvu à son remplacement par décision collective des actionnaires. Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social.

La société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que seul la publication des statuts suffise à constituer une preuve.

Le Président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

La rémunération du président est fixée par une décision collective des actionnaires statuant à la majorité simple. Elle peut être à la fois fixe et proportionnelle.

Les fonctions du Président prennent fin, soit par la démission ou la révocation, soit par l'ouverture à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

La révocation du président peut être prononcée à tout moment par décision collective des actionnaires prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés ou votant par correspondance.

Article 19 - DIRECTEURS GENERAUX

Sur la proposition du président, l'Assemblée Générale des actionnaires peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques, qui ont la charge de diriger une division ou un établissement.

La rémunération des fonctions de directeur général est fixée par la décision de nomination sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La durée des fonctions de Directeur Général est fixée par la décision qui les nomme.

En cas de démission, empêchement ou décès du Président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

Article 20- COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le contrôle de la société est effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des actionnaires.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices.

En outre, tout actionnaire pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

Il y a lieu de préciser qu'en l'état de la législation applicable en la matière, la présente société, au jour de sa création, ne nécessite pas la nomination d'un commissaire aux comptes ainsi que d'un commissaire aux comptes suppléant.

Article 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le président doit aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

TITRE IV DÉCISIONS DES ACTIONNAIRES

Article 22 - DOMAINE RESERVE A LA COLLECTIVITE DES ACTIONNAIRES

Les décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction de capital, de fusion, scission ou dissolution, de modification des statuts, d'apport partiel d'actif, d'achat et de vente de biens immobiliers ou de fonds de commerce de la société, de dissolution de nomination des commissaires aux comptes, d'approbation des comptes annuels et affectation du résultat, sont prises collectivement par les actionnaires

Article 23 - DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

Au choix du président, les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les actionnaires ou par consultation écrite.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé ou décision dans un délai d'un mois. Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

Les opérations ci-après font d'objet d'une décision collective des actionnaires dans les conditions suivantes :

- Décisions prises à l'unanimité :

Toute décision requérant l'unanimité en application des dispositions légales.

- Décisions prises à la majorité des deux tiers des actionnaires :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;

- Nomination des commissaires aux comptes;

- Dissolution et liquidation de la société;
- Augmentation et réduction du capital ;
- Fusion, scission et apport partiel d'actif;
- Agrément des cessions d'actions ;
- Exclusion d'un actionnaire,
- Vente ou acquisition d'un bien immobilier ou d'un fonds de commerce,
- **Décisions prises à la majorité simple :**
 - Nomination et révocation du président;
 - Détermination de la rémunération du Président.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Tout actionnaire peut demander la réunion d'une Assemblée Générale.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite par tous moyens 15 jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion. La convocation est accompagnée de tous documents nécessaires à l'information des actionnaires.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'Assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'Assemblée est présidée par le Président de la société. A défaut, elle élit son président. L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le président de séance et le secrétaire.

L'Assemblée ne délibère valablement que si plus de la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun par tous moyens. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de 10 jours à compter de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie.

L'actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de 15 jours à compter de la réception des projets de résolutions est considéré comme ayant approuvé ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque actionnaire.

Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés

conformes par le président et le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

Article 24 - ACTIONNAIRE UNIQUE

Si la société venait à ne comporter qu'un actionnaire, ce dernier, exercera les pouvoirs dévolus aux actionnaires lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

TITRE V RÉSULTATS SOCIAUX

Article 25 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2012.

Article 26 - COMPTES ANNUELS

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

Le Président établit les comptes annuels prévus par la loi. Il les soumet à décision collective des actionnaires dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

Article 27 - AFFECTATION DU RESULTAT

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5% au moins pour constituer la réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve légale aura atteint le dixième du capital social, mais reprendra son cours, si pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;
- Toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde augmenté du report à nouveau bénéficiaire constitue le bénéfice distribuable.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale pour, sur proposition du Président, être, en totalité ou en partie, réparti entre les actions à titre de dividende, affecté à tous comptes de réserves ou d'amortissement du capital ou être reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée générale a la disposition pourront être distribuées en totalité ou en partie après prélèvement du dividende sur le bénéfice distribuable.

Article 28 - COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L 432-6 du code du travail auprès du président ou de toute personne à laquelle le président aurait délégué le pouvoir de présider le comité d'entreprise.

TITRE VI DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Il est statué sur la dissolution et la liquidation de la société par décision collective des actionnaires.

La décision collective désigne le ou les liquidateurs.

La liquidation de la société est effectuée conformément aux dispositions du Code de Commerce et aux décrets pris pour son application.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 30 - CONTESTATIONS

- Clause compromissoire

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou plus généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises à un ou plusieurs arbitres désignés comme il est indiqué ci-dessous.

A défaut d'accord entre les parties sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties désignera un arbitre, dans les 15 jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par la partie la plus diligente à l'autre.

Les deux arbitres seront chargés de désigner un troisième arbitre dans le délai de 15 jours suivant la nomination du dernier arbitre nommé.

Dans le cas où l'une des parties refuserait de désigner un arbitre ou à défaut d'accord sur le choix du troisième, l'arbitre sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce du siège social, saisi par la partie la plus diligente.

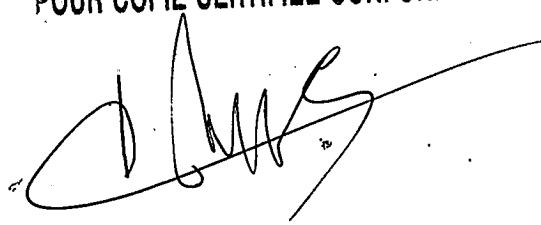
Les arbitres doivent statuer dans un délai maximal de 2 mois à compter de la désignation du Tribunal arbitral. Ils statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties renonçant à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

Les frais d'arbitrage seront partagés entre les parties.

Article 31- NOMINATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES

Il n'y a pas lieu de désigner, en l'état de la législation applicable en la matière, un premier commissaire aux comptes titulaire, ainsi qu'un premier commissaire aux comptes suppléant.

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME

A large, stylized handwritten signature in black ink, likely belonging to a legal representative or notary, is written over the text 'POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME'.

S.A.S. « A. O. C. Films »

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 320.000 €

RCS DE Nice sous le N° 532792017

Siège social : 16, Avenue Edouard Grinda, 06000 NICE

Studio RIVIERA – Anciennement Studios LA VICTORINE

M 49 (1)

PROCES – VERBAL
DE DECISION DU PRESIDENT
En date du 28 septembre 2013

Je, soussigné,

- **Monsieur Jean-Paul SOLER**, né le 9 juin 1945 à ALGER (ALGERIE), de nationalité française, demeurant 30, rue Berlioz à NICE (06) agissant en qualité de Président de la SAS AOC FILMS, société par actions simplifiées, au capital de 320.000 €, inscrite au RCS de NICE sous le n° 532 792 2017, ayant son siège social 16 Avenue Edouard Grinda à NICE (06000)

Rappelle :

Que suivant procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 13 septembre 2013, il a été approuvé à l'unanimité les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

Il est décidé une augmentation du capital social en application des dispositions des articles 8, 17 et 23 des statuts par émission d'actions nouvelles :

- A hauteur de 5.000 euros souscrites par **Monsieur Robert SAUVE**, né le 11 février 1931 à DIJON (21), de nationalité française, demeurant 5 rue Neuve Saint-Germain à BOULOGNE-BILLANCOURT (92)

Par la création de 50 actions de 100 € chacune
Portant les N° 3201 à 3250 Inclus.

- A hauteur de 6.500 euros souscrites par **Monsieur BOURGEOIS Jean-Christophe**, né le 25 janvier 1961 à CANNES (06), de nationalité française, demeurant 519 Chemin de Jyllove à MOUGINS (06)

Par la création de 65 actions de 100 € chacune
Portant les N° 3251 à 3315 Inclus.

- A hauteur de 6.500 euros souscrites par **Madame Magali GERBE**, née le 23 juillet 1964 à AIX EN PROVENCE (13), demeurant 519 Chemin de Jyllove à MOUGINS (06)

Par la création de 65 actions de 100 € chacune
Portant les N° 3316 à 3380 Inclus.

- A hauteur de 10.000 euros souscrites par **Madame Julia LEFRANCOISFRANCOIS**, née le 5 août 1981 à EMBRUN (05), demeurant 49 Avenue des Maurettes 06270 VILLENEUVE LOUBET

de

**Par la création de 100 actions de 100 € chacune
Portant les N° 3381 à 3480 Inclus.**

- A hauteur de 29.000 euros souscrites par Madame Madeleine GIRAUD née ROUX le 18 juin 1931 à MARSEILLE (13), demeurant « Le Prador », 129 rue du Commandant Rolland à MARSEILLE (13008)

**Par la création de 290 actions de 100 € chacune
Portant les N° 3481 à 3770 Inclus.**

- A hauteur de 54.000 euros souscrites par Madame Renée BENOIT née LEROUX le 3 juillet 1942 à PARIS (75), demeurant « Thalassa Bât D », 120, rue du Commandant Rolland à MARSEILLE (13008)

**Par la création de 540 actions de 100 € chacune
Portant les N° 3771 à 4310 Inclus.**

Les actionnaires fondateurs n'exercent pas leur droit de préférence à la souscription de ces actions.

Il est précisé qu'en application des dispositions des articles 17 alinéas 7 et 8 des statuts de la société les droits attachés à ces actions sont analogues à ceux relatifs aux actions souscrites lors de la constitution de la société à l'exception du droit de participer à toutes les décisions collectives sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats.

DEUXIEME RESOLUTION

Il est donné tous pouvoirs au Président afin d'effectuer toutes formalités en vue de procéder aux modifications statutaires arrêtées aux termes de la présente Assemblée Générale, notamment à la réalisation de l'augmentation du capital social.

En conséquence et au vu l'attestation du 27 septembre 2013 délivrée par dépositaire des fonds, le Président constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la société à hauteur de 111.000 €, qui se trouve porté de 320.000 € à 431.000 € au 27/09/2013.

Fait à Nice, le 28 septembre 2013

**Le Président,
Jean-Paul SOLER**

POUR SERVIR Enregistré à : **POLE ENREGISTREMENT DE NICE**
Le 15/10/2013 Bordereau n°2013/3 367 Case n°6
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
L'Agent administratif des finances publiques

DUPLICATA

Ext 11231

Didier SAMUELSON,
Agent Administratif des Finances publiques

S.A.S. AOC Films
16, av. Edouard Grinda
06200 Nice
RCS Nice : 532 792 017



BANQUE POPULAIRE
CÔTE D'AZUR

SAS A O C FILMS

STUDIOS RIVIERA
16 AVENUE EDOUARD GRINDA
06200 NICE

Nice, le 27 septembre 2013

ATTESTATION

Nous soussignés, Banque Populaire Côte d'Azur, agence de Nice Napoléon III attestons que nous bloquons ce jour, la somme de 111 000 EUR, représentant l'augmentation de capital de la Société AOC FILMS, immatriculée au RCS de Nice sous le N° 532792017 dont le siège social est à Studios Riviera, 16 Ave Edouard Grinda 06200 Nice

Le montant représente l'apport de :

M. Robert SAUVE né(e) le 11/02/1931 à Dijon
Montant de l'apport : 5 000 EUR

M. Jean Christophe BOURGEOIS né(e) le 25/01/1961 à Cannes
Montant de l'apport : 6 500 EUR

Mme Magali GERBE né(e) le 23/07/1964 à Aix en Provence
Montant de l'apport : 6 500 EUR

Mme Julia LEFRANCOISFRANCOIS né(e) le 05/08/1981 à Embrun
Montant de l'apport : 10 000 EUR

Mme Madeleine GIRAUD né(e) le 18/06/1931 à Marseille
Montant de l'apport : 29 000 EUR

Mme Renée BENOIT né(e) le 03/07/1942 à Paris
Montant de l'apport : 54 000 EUR

Soit 6 apporteur(s) pour un montant total de : 111 000 EUR

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Siège Social :
457, Promenade des Anglais
B.P. 241
06292 Nice Cedex 3
Téléphone : 04 93 21 52 00
Télécopie : 04 93 21 54 45
www.cotedazur.banquepopulaire.fr

Banque Populaire
Côte d'Azur
Agence de Nice Napoléon III
Patrice SCOTTO DI PERROTOLO
Directeur

GRUPE BANQUE POPULAIRE